



**Conseil Économique
et Social**

Distr.
GÉNÉRALE

CEP/WG.5/2002/6
14 mars 2002

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

COMITÉ DES POLITIQUES DE L'ENVIRONNEMENT

Groupe de travail chargé de préparer la première réunion
des Parties à la Convention sur l'accès à l'information,
la participation du public au processus décisionnel
et l'accès à la justice en matière d'environnement
(Deuxième réunion, Genève, 22-24 mai 2002)

CRÉATION D'UN ORGANE INTERSESSIONS

Document établi par le secrétariat en consultation avec le Bureau

Introduction

1. À sa première réunion, le Groupe de travail a décidé d'élaborer pour la première réunion des Parties un projet de décision prévoyant la création d'un organe intersessions, qui tienne compte du projet de décision relatif au programme de travail (CEP/WG.5/2001/2, par. 39).
2. Le besoin se fait clairement sentir d'établir une instance idoine et des modalités précises pour superviser les activités entreprises au titre de la Convention entre les réunions des Parties (périodes intersessions). Pour déterminer le type d'instance nécessaire, il convient de tenir compte des points suivants: l'intervalle entre les réunions des Parties; le mandat de la Réunion des Parties tel qu'il est défini dans la Convention; le type d'organe intersessions qui pourrait être créé et le mandat qui lui serait confié, en tenant compte du programme de travail adopté au titre de la Convention; les relations entre un organe intersessions et d'autres organes tels que la Réunion des Parties et les autres organes subsidiaires dont la création est envisagée [par exemple, le Groupe de travail des registres des rejets et transferts de polluants (RRTP)].

3. Dans le présent document, ces questions sont examinées afin d'aider le Groupe de travail à élaborer un projet de décision pour la première réunion des Parties. Le cas échéant, il est fait référence aux pratiques suivies et à l'expérience acquise dans le cadre d'autres accords multilatéraux relatifs à l'environnement, en particulier ceux dont la CEE assure le secrétariat.

I. FRÉQUENCE DES RÉUNIONS DES PARTIES

4. La nécessité de créer un organe chargé de superviser les activités entreprises entre les réunions des Parties et de préparer ces réunions dépend, dans une certaine mesure, de la fréquence à laquelle celles-ci doivent avoir lieu. Plus l'intervalle entre les réunions est long, plus un tel organe est indispensable.

5. Aux termes du paragraphe 1 de l'article 10 de la Convention, les Parties tiennent une réunion au moins une fois tous les deux ans, à moins qu'elles n'en décident autrement. On peut donc considérer qu'une période de deux ans représente l'intervalle maximum suggéré entre les réunions ordinaires, sauf décision contraire de la Réunion des Parties.

6. En ce qui concerne les conventions de la CEE relatives à l'environnement, la fréquence choisie pour les réunions des Parties diffère d'un instrument à l'autre, tant dans le texte lui-même que dans la pratique. Pour ce qui est de la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière (Convention d'Espoo), les Parties ont tenu jusqu'à présent deux réunions (l'une en mai 1998 et l'autre en février 2001). Les Parties à la Convention sur l'eau ont également tenu deux réunions à environ trois ans d'intervalle, la troisième étant prévue pour l'automne 2003 – soit trois ans et demi après la deuxième. La deuxième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur les accidents industriels aura lieu deux ans après la première. L'Organe exécutif de la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance se réunit chaque année en décembre.

7. Les pratiques suivies dans le cadre d'autres accords multilatéraux relatifs à l'environnement sont tout aussi diverses. Certaines parties se réunissent en règle générale tous les ans (Protocole de Montréal et Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques), d'autres à intervalles d'un à deux ans (Convention sur la diversité biologique), d'autres encore tous les deux à trois ans (Convention CITES et Convention de Ramsar) ou à intervalles irréguliers (Convention de Bâle). Il semble que les parties tendent à se réunir plus souvent durant la période qui suit immédiatement l'entrée en vigueur de l'instrument puis à espacer progressivement leurs réunions.

8. En principe, à leur première réunion, les Parties à la Convention d'Aarhus devraient prendre au moins une décision provisoire concernant les dates de la deuxième réunion afin que les activités intersessions puissent être organisées de manière efficace (de fait, l'article 9 du projet de règlement intérieur stipule que l'ordre du jour provisoire de chaque réunion doit comporter un point consacré à la date et au lieu de la réunion suivante).

II. DIFFÉRENTES POSSIBILITÉS CONCERNANT LE TYPE D'ORGANE INTERSESSIONS QUI SERAIT CRÉÉ ET LE MANDAT QUI LUI SERAIT CONFIE

9. L'expérience acquise dans le cadre d'autres conventions de la CEE montre que les activités entreprises entre les sessions peuvent être supervisées de diverses manières.

10. À leur première réunion, les Parties à la Convention sur l'eau ont créé le Groupe de travail de la gestion de l'eau. Il est responsable des questions intersectorielles de la gestion de l'eau et donne des conseils sur la mise en œuvre du programme de travail ainsi qu'aux différentes équipes spéciales et aux divers groupes d'experts. Il se réunit une fois par an et élit son propre bureau.

11. À leur première réunion, les Parties à la Convention d'Espoo ont créé le Groupe de travail de l'évaluation de l'impact sur l'environnement, chargé d'examiner la mise en œuvre du plan de travail et de rendre compte de son avancement à la Réunion des Parties. Cet organe, qui prépare également les réunions des Parties, se réunit une ou deux fois par an.

12. Aux termes de la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels, le Bureau de la Conférence des Parties est chargé de superviser la mise en œuvre du plan de travail et, pour le moment, aucun autre organe n'a été créé.

13. Les activités organisées entre les sessions au titre de la Convention d'Aarhus pourraient être entreprises et supervisées par un organe à composition non limitée ou bien par un organe représentatif à composition limitée. Dans la première hypothèse, il s'agirait d'un groupe de travail doté d'un mandat semblable à celui de la Réunion des Parties mais qui s'occuperait aussi de préparer les réunions des Parties. Dans la seconde hypothèse, l'organe en question serait plutôt un bureau dont le mandat, plus limité, serait défini par la Réunion des Parties. Étant donné que le projet de règlement intérieur prévoit déjà un bureau, il y a lieu de penser que le Groupe de travail envisage un organe distinct du Bureau de la Réunion des Parties.

14. Quel que soit le type d'organe créé, il convient de décider s'il élira lui-même son bureau ou si la Réunion des Parties s'en chargera. Ce bureau pourrait par ailleurs être le même que celui de la Réunion des Parties, ce qui permettrait d'assurer la cohérence entre décisions et activités. Néanmoins, si les réunions des Parties se tiennent au niveau ministériel et sont donc présidées par un ministre, celui-ci ne serait probablement pas disponible pour présider des organes de niveau inférieur, auquel cas il pourrait être nécessaire de désigner un suppléant.

15. Si un groupe de travail intersessions à composition non limitée des Parties à la Convention d'Aarhus est institué, il pourrait être chargé notamment des tâches suivantes:

- Évaluer la nécessité d'adapter ou de modifier la Convention en fonction de l'évolution de la situation et élaborer des propositions à cette fin à l'intention de la Réunion des Parties;
- Superviser la mise en œuvre du programme de travail, notamment en donnant des conseils concernant des activités spécifiques, en adaptant le programme de travail en fonction de l'évolution de la situation et en le complétant selon les besoins;

- Préparer les réunions des Parties, y compris les documents tels que projets de décision et futurs programmes de travail;
- Fournir, entre les sessions, des conseils ou directives aux organes subsidiaires, tels que les équipes spéciales, créés par lui-même ou par la Réunion des Parties.

III. RELATIONS ENTRE UN ORGANE INTERSESSIONS ET D'AUTRES ORGANES SUBSIDIAIRES

16. À ce stade, il est probable que d'autres organes subsidiaires seront créés à la première réunion des Parties. Le projet de décision sur les RRTP (CEP/WG.5/2001/3) vise à créer un groupe de travail spécial des RRTP à composition non limitée qui remplacerait le Groupe de travail actuel placé sous l'autorité du Comité des politiques de l'environnement. Le projet de décision concernant les arrangements relatifs à l'examen du respect des dispositions (CEP/WG.5/AC.1/2002/2) vise à créer un comité d'examen du respect des dispositions. Il a été envisagé de créer d'autres organes subsidiaires pour traiter certains des aspects de la Convention qui méritent une attention particulière, notamment l'accès à la justice, les organismes génétiquement modifiés et les règles appelées à régir la présentation des rapports.

17. Dans le souci d'éviter de longs débats de procédure sur les relations entre ces organes et l'organe intersessions qui serait chargé d'exécuter le programme de travail, tous placés sous l'autorité de la Réunion des Parties avec un mandat bien défini, il pourrait être utile de régler cette question lors de la création des différents organes.

18. On peut se demander si les divers groupes de travail et équipes spéciales devraient tous rendre compte à l'organe intersessions chargé d'exécuter le programme de travail, s'ils devraient relever directement de la Réunion des Parties, ou bien s'il conviendrait d'établir une distinction entre eux. L'organe intersessions aura probablement besoin d'une certaine latitude pour s'acquitter de ses fonctions et assurer la cohérence entre les activités des différents organes. Néanmoins, on peut faire valoir que chaque organe doit disposer d'une marge de manœuvre suffisante pour exécuter son mandat et que toute interférence risquerait de compliquer inutilement la prise de décision. Cette question pourrait être réglée dans la décision portant création du groupe de travail intersessions et/ou dans celle portant création de chaque organe subsidiaire.

AnnexePROJET DE DÉCISION I/[...]
CRÉATION DU GROUPE DE TRAVAIL DES PARTIES

La Réunion,

Rappelant le paragraphe 2 d) de l'article 10 de la Convention, qui dispose que les Parties créent des organes subsidiaires si elles le jugent nécessaire,

Rappelant également ses décisions I/[...] et I/[...] concernant [les procédures d'établissement et d'adoption des programmes de travail ainsi que le programme de travail et le budget pour 2003-2005],

Reconnaissant qu'il est nécessaire qu'une instance efficace de décision supervise les activités entreprises sous les auspices de la Convention entre les réunions des Parties,

1. *Crée* un organe subsidiaire à composition non limitée, dénommé Groupe de travail des Parties à la Convention d'Aarhus, qui sera chargé de superviser les activités entreprises entre les sessions sous les auspices de la Convention;

2. *Prie* le Groupe de travail:

a) De superviser la mise en œuvre du programme de travail, en l'adaptant, si nécessaire, pour répondre à l'évolution de la situation et à l'apparition de nouveaux besoins;

b) De préparer les réunions des Parties, y compris les documents tels que projets de décision et projets de programme de travail;

c) De superviser et de diriger les activités d'organes subsidiaires spécifiques tels que les équipes spéciales et les groupes spéciaux d'experts créés par lui-même ou par la Réunion des Parties;

d) De fournir un soutien et des conseils appropriés aux autres organes subsidiaires qui relèvent directement de la réunion des Parties;

e) De suivre de près les adaptations ou modifications à apporter à la Convention et d'élaborer des propositions à cette fin à l'intention de la Réunion des Parties; et

f) De formuler à l'intention de la réunion des Parties les propositions et recommandations qu'il juge nécessaires pour mieux appliquer et améliorer la Convention;

3. *Prie également* le Groupe de travail de se réunir aussi souvent qu'il le jugera nécessaire, mais pas moins d'une fois par an, et d'organiser ses travaux de la manière qui lui semblera la plus efficace, par exemple en créant des groupes spéciaux d'experts et en tenant des réunions consécutives; et

4. *Prie* le bureau de la Réunion des Parties de remplir les fonctions de bureau du Groupe de travail ou de désigner des remplaçants.
